

Une solution microéconomique pour réduire la mendicité dans les rues de Luxembourg

Le Luxembourg, réputé pour son niveau de vie élevé et son économie florissante, voit un nombre croissant de mendiants dans ses rues, une situation qui préoccupe de plus en plus les résidents et les décideurs politiques. Bien que bon nombre de ces mendiants semblent réellement dans le besoin, une inquiétude grandissante demeure quant à la possibilité que certains fassent partie de groupes organisés, placés à des emplacements stratégiques pour collecter de l'argent. On craint que les fonds récoltés ne servent à soutenir la consommation d'alcool et de drogues, voire à financer des activités criminelles. Pour contrer la présence de ces gangs organisés, les législateurs ont donc interdit la mendicité dans les principales rues touristiques depuis le 15 décembre 2023. Toutefois, les résultats ont été moins fructueux que prévu et la mesure n'a pas échappé à la controverse. L'approche est perçue comme intrusive, pouvant aller à l'encontre des droits fondamentaux, et elle exige une surveillance constante par les forces de l'ordre ainsi qu'un suivi judiciaire. Cela impose un fardeau significatif sur la police et le système judiciaire, augmentant les coûts à la charge des contribuables. De plus, ces méthodes ne sont que des solutions temporaires, qui risquent simplement de déplacer la mendicité vers des zones voisines. Si nous voulons trouver une solution durable, humaine et rentable, nous devons nous tourner vers la théorie microéconomique, qui offre des perspectives pratiques sur le comportement humain et l'allocation des ressources.

L'économie de la mendicité

D'un point de vue économique, chaque individu, y compris les mendiants, est un consommateur qui cherche à maximiser son utilité (satisfaction) avec les ressources dont il dispose. Les mendiants, comme tout le monde, prennent des décisions en fonction de leurs contraintes budgétaires. Plus ils reçoivent d'argent, plus ils dépensent pour divers biens et services. Cependant, toutes ces dépenses ne sont pas nécessairement consacrées à la satisfaction de leurs besoins essentiels. Une partie peut effectivement être utilisée pour des nécessités, mais une autre partie pourrait financer des biens nuisibles ou des activités illicites, sous l'influence d'organisations malveillantes. C'est ici que la théorie économique peut apporter une solution. Plutôt que de se concentrer sur la dissuasion par la répression, les décideurs devraient envisager d'ajuster les prix relatifs et la disponibilité des biens que les mendiants peuvent consommer. En somme, le Luxembourg peut faciliter l'accès des mendiants à la nourriture et aux produits de première nécessité, tout en rendant plus difficile l'obtention d'argent liquide susceptible d'être mal utilisé.

Une approche basée sur des bons

Une solution innovante et prometteuse serait d'introduire un système de bons d'achat pour la nourriture et les services de première nécessité. Le concept est simple mais puissant : au lieu de donner directement de l'argent aux mendiants, les citoyens ou les touristes soucieux du bien-être des autres pourraient acheter des bons dans des magasins participants et les offrir aux mendiants. Ces bons pourraient ensuite être échangés contre des produits de première nécessité, réduisant ainsi l'incitation pour les groupes organisés à placer des mendiants dans les rues, car la récompense monétaire serait largement diminuée. Cette approche permettrait également de limiter les risques liés à la criminalité et à l'abus de substances associées à la mendicité, car les bons restreignent les dépenses aux produits essentiels, rendant ainsi plus difficile le détournement des dons.

Cette approche est rentable, humaine et ne nécessite pas une intervention policière ou judiciaire étendue. Elle déplace l'accent de la répression vers un soutien direct et contrôlé, offrant ainsi une solution plus durable.

Une solution numérique sans papier

Pour accroître l'efficacité de ce système et réduire les défis logistiques, une plateforme de bons

numériques pourrait être introduite. Conscients que de nombreux mendiants n'ont peut-être pas accès à des téléphones portables, le système pourrait fonctionner à travers une carte sans contact avec un code QR imprimé dessus, combinée à une application mobile pour les donateurs. Voici comment cela pourrait fonctionner :

1. Cartes sans contact pour les mendiants : Les mendiants recevraient des cartes sans contact rechargeables, distribuées par les services sociaux ou des ONG. Ces cartes seraient alimentées par des dons de bons numériques, permettant aux bénéficiaires d'accéder à de l'aide de manière digne, sans avoir besoin d'un téléphone portable. Ce système de cartes permettrait également aux décideurs de recueillir des données précieuses (anonymisées) pour ajuster le programme et diriger les ressources là où elles sont le plus nécessaires.

2. Dons de bons via une application mobile : Les donateurs pourraient acheter des bons numériques via une application mobile ou des bornes. Grâce à l'application, ils pourraient scanner un code QR sur la carte sans contact du bénéficiaire, transférant ainsi instantanément un bon utilisable avant une date d'expiration définie. Le code QR imprimé sur la carte garantirait un accès facile aussi bien pour les donateurs que pour les bénéficiaires.

3. Échange dans des commerces participants : Ces cartes pourraient être échangées dans un réseau de commerces partenaires, tels que des supermarchés, des pharmacies et des vendeurs de produits alimentaires, pour des produits de première nécessité comme la nourriture, les vêtements et les produits d'hygiène. Les commerçants scanneront la carte pour déduire le montant approprié.

4. Rentabilité et transparence : Le système de bons numériques serait à la fois rentable et transparent, réduisant les coûts administratifs et éliminant le besoin de bons physiques. Les donateurs pourraient suivre l'utilisation de leurs contributions, assurant ainsi une responsabilité et encourageant un engagement continu.

Des bénéfices au-delà des rues

Ce système présente des avantages qui vont au-delà de la réduction de la mendicité dans les rues. En collaborant avec les fournisseurs et commerçants locaux, le Luxembourg pourrait non seulement traiter une question sociale pressante, mais aussi stimuler l'économie locale. À mesure que les mendiants échangeraient leurs bons contre de la nourriture et des produits de première nécessité, les commerces participants bénéficieraient d'une demande accrue. Les bons non utilisés pourraient par ailleurs agir comme une petite subvention pour les marchands participants.

Un des avantages majeurs de cette approche est le sentiment d'engagement communautaire qu'elle favorise. Les résidents et les touristes disposeraient d'un moyen direct et efficace pour aider ceux qui en ont besoin, sachant que leurs contributions servent à l'achat de biens essentiels. Cette méthode élimine le dilemme moral ou la suspicion souvent associés à l'aumône en espèces.

Un appel à l'action

Bien que l'objectif à long terme soit d'intégrer les personnes en situation de mendicité dans le marché du travail, leur offrant ainsi une voie vers l'inclusion sociale et l'indépendance économique, il serait naïf de penser que les problèmes de sans-abrisme et de détresse sociale peuvent être résolus rapidement, notamment dans le contexte mondial actuel. Pourtant, le Luxembourg se trouve à un tournant dans son approche de la gestion de la mendicité.

Des lois strictes contre la mendicité et une présence policière accrue peuvent sembler des solutions rapides, mais elles sont coûteuses, risquent d'exclure les groupes les plus vulnérables et ne font que déplacer le problème. Un système de bons, en revanche, s'inscrit dans des principes économiques solides et propose une alternative humaine, efficace et économique.

Le Luxembourg a l'occasion de montrer la voie en créant un modèle pour d'autres villes confrontées à des défis similaires. Il est temps d'aller au-delà de la répression et d'adopter des politiques économiques intelligentes qui profitent à tous.

Patrick Vanhoudt

Vice-doyen et professeur de macroéconomie, Luxembourg School of Business
Les opinions exprimées sont les siennes.